

# L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, MOTEUR DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS L'EST DU CANADA

*Cadre de modélisation macroéconomique et  
d'évaluation de l'incidence sur les recettes fiscales*

MAI 2012

**Avec le soutien des organismes suivants :**

Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard  
Gouvernement de la Nouvelle-Écosse  
Gouvernement du Nouveau-Brunswick  
Gouvernement du Québec (Fond vert)  
Ressources naturelles Canada

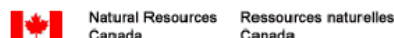


---

## Remerciements

Environment Northeast (ENE) souhaite remercier Bruno Gobeil, Brent Langille et Philippe Dunsky, de Dunsky Expertise en énergie, ainsi que Lisa Petraglia et Brett Piercy, d'Economic Development Research Group, Inc., de leur collaboration à ce projet; Mike Proud, Anne Grant, Keith Melvin, Marc DeBlois et Glenn Davis, membres du comité directeur du projet; de même que les personnes suivantes, de nous avoir consacré du temps et éclairés alors que nous élaborions des hypothèses en vue de l'analyse et que nous mettions la dernière main au rapport : Susan Atkinson, John Appleby, Lorne Bay, Monique Brugger, Maude Chabot-Pettigrew, David Coon, Darwin Curtis, Imran Damani, Philippe Doyon, Michel Francoeur, Steven Guilbeault, Brendan Haley, Philip Hatheway, Jean-François Lamarre, Michel Losier, Dave McCulloch, John Odenthal, Roger Peters, George Richardson, Anne Robinson, Lesley Rogers, David Taylor et Bob Younker.

ENE tient à remercier également le Secrétariat des premiers ministres de l'Est du Canada, les gouvernements du Québec, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard, ainsi que Ressources naturelles Canada d'avoir soutenu financièrement ce projet.



ENE est l'unique responsable des erreurs, omissions ou opinions que peut contenir le présent rapport.

---

## Auteurs

Leslie Malone et Jamie Howland, ENE

Bruno Gobeil, Brent Langille et Philippe Dunsky, Dunsky Expertise en énergie

Lisa Petraglia, Economic Development Research Group

---

## À propos d'ENE

Environment Northeast (ENE) est un organisme sans but lucratif qui fait des recherches sur les politiques innovatrices visant à éliminer les menaces pesant sur l'environnement et qui plaide en faveur de telles politiques tout en faisant la promotion d'économies durables. ENE se situe à l'avant-garde de la lutte des États et des régions contre le réchauffement de la planète et propose des solutions qui favorisent les sources d'énergie propres, la salubrité de l'air et la santé des forêts.



Leslie Malone, directrice, Programme canadien | 613-667-3102 | lmalone@env-ne.org  
356, rue MacLaren, Ottawa, ON K2P 0M6

*Siège social* 8 Summer Street, POB 583, Rockport, ME 04856, 207-236-6470  
www.env-ne.org | admin@env-ne.org | Daniel L. Sosland, directeur général  
Boston, MA | Hartford, CT | Providence, RI | Ottawa, ON, Canada

*Copyright 2012 Environment Northeast, Inc. Tous droits réservés.*

## Sommaire

L'efficacité énergétique, ressource abondante, propre et peu coûteuse, constitue un important élément des systèmes énergétiques modernes. Elle est devenue l'un des principaux outils pour faire face au coût élevé de l'énergie, et l'un des principaux instruments pour améliorer la productivité, stimuler la croissance économique et réduire les émissions. L'honorable Martin Ferguson, président de l'Agence internationale de l'énergie, a récemment qualifié l'efficacité énergétique de [traduction] « géant discret » des sources d'énergie propres » et a déclaré que, « à court terme, l'efficacité énergétique et les économies d'énergie demeurent les plus importants moyens qui permettront d'atteindre, d'une manière rentable, les objectifs fixés en ce qui concerne le climat et la sécurité énergétique. »

L'augmentation des investissements dans les programmes d'efficacité énergétique nous oblige à comprendre les répercussions économiques que subissent les participants aux divers programmes et l'ensemble de l'économie. Les avantages microéconomiques pour les contribuables et les participants aux programmes sont généralement analysés et vérifiés en fonction des processus de conception des programmes publics (voir la figure ES-1, à la page suivante). Cependant, on en sait moins sur les avantages macroéconomiques des investissements dans l'efficacité et sur l'incidence des coûts et des avantages sur l'économie dans son ensemble.

La présente étude quantifie les répercussions macroéconomiques (c'est-à-dire le rendement économique comme le produit intérieur brut (PIB) et la croissance de l'emploi) d'un accroissement des investissements afin de donner une bonne idée des sources rentables d'efficacité énergétique (qui coûtent moins cher que l'augmentation de l'approvisionnement) au Québec, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard. Elle fournit également une évaluation de haut niveau de l'incidence de l'efficacité sur les recettes fiscales. Elle élargit la portée et corrobore les résultats des études qui ont conclu que, en théorie et en pratique, investir dans l'efficacité énergétique se traduit par des avantages économiques directs et indirects en Nouvelle-Angleterre.

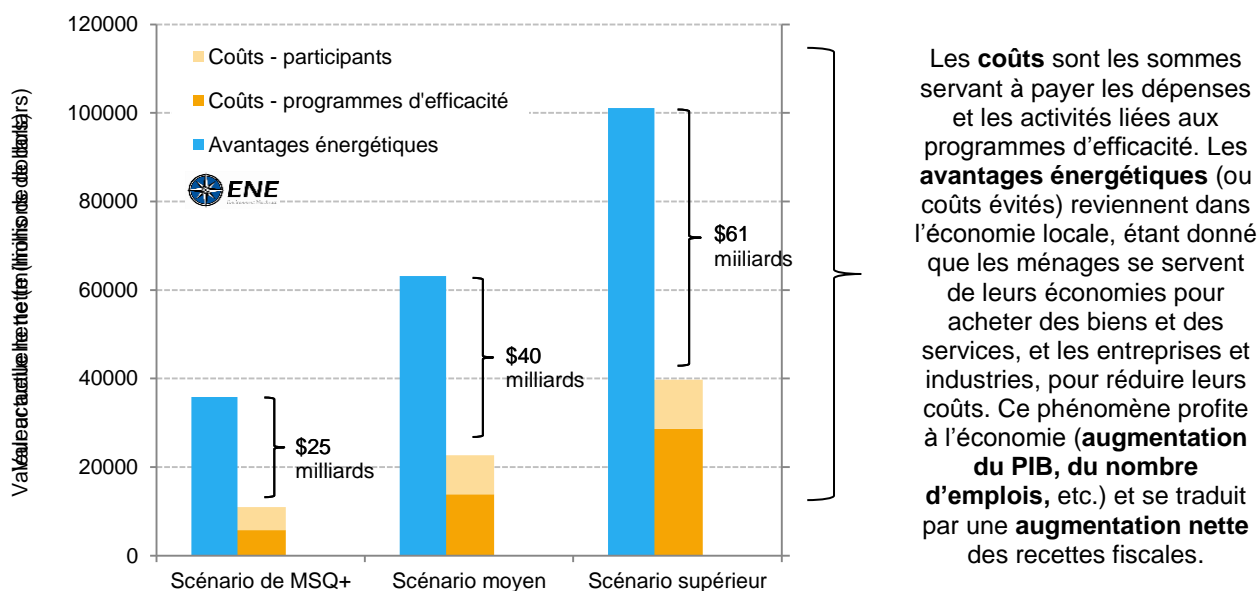
Cette étude est fondée sur un modèle multi-provinces élaboré par Regional Economic Models, Inc. (ci-après appelé « modèle REMI »), qui prévoit les répercussions macroéconomiques de programmes d'efficacité par rapport à un scénario où aucun programme n'existe. Elle comprend une analyse de programmes d'efficacité élargis en ce qui concerne l'électricité, le gaz naturel et les combustibles fossiles liquides (mazout, propane et kérosène). Les scénarios d'investissement dans l'efficacité (scénarios de maintien du statut quo+ (MSQ+), scénarios moyens et scénarios supérieurs) ont été produits à l'aide de trois cibles d'économies annuelles, pour les différentes sources d'énergie (voir le tableau ES-1). Ces trois cibles reflètent : a) une augmentation progressive par rapport aux niveaux actuels (scénarios de MSQ+); b) des efforts qui visent la rentabilité pour toutes les sources d'énergie (scénarios moyens); c) un niveau d'investissement qui placerait les provinces parmi les leaders actuels (scénarios supérieurs). La démarche adoptée permet de surmonter le fait que la quantité d'information à jour ou provenant du secteur public au sujet du potentiel d'efficacité énergétique dans chaque province est limitée, et de prévoir plusieurs des avantages que procureraient des investissements d'une plus grande portée.

**Tableau ES-1 : Économies annuelles ciblées par source d'énergie et par province (pourcentage de la consommation annuelle)**

	<b>Cibles – scénarios de MSQ+</b>	<b>Cibles – scénarios moyens</b>	<b>Cibles – scénarios supérieurs</b>
<b>Électricité</b>	Qc, N.-B. : 0,5 % N.-É., Î.-P.-É. : 1,0 %	Qc, N.-B. : 1,0 % N.-É., Î.-P.-É. : 1,75 %	Qc, N.-B. : 1,5 % N.-É., Î.-P.-É. : 2,5 %
<b>Gaz naturel</b>	0,75 %	1,25 %	1,75 %
<b>Combustibles fossiles liquides</b>	1,3 %	1,75 %	2,5 %

Les niveaux d'investissement des scénarios moyens et supérieurs sont beaucoup plus élevés que ceux prévus par les programmes provinciaux actuels. Toutefois, selon le test du coût total en ressources, le test du coût pour l'administrateur de programme et le test du coût pour les participants, tous les scénarios donnent lieu à des économies d'énergie. Dans tous les cas, l'acquisition de sources rentables d'efficacité énergétique est à privilégier pour les contribuables et les consommateurs, parce qu'il s'agit de la solution la moins coûteuse. De façon générale, les auteurs ont choisi de présenter une estimation prudente des économies d'énergie potentielles et des retombées économiques découlant de l'augmentation des investissements dans les programmes d'efficacité énergétique. Si le coût de l'énergie dépasse les prévisions utilisées dans cette étude ou si des facteurs externes, comme le coût du charbon, sont inclus, les économies réalisées seraient encore plus grandes (avantages nets plus élevés indiqués à la figure ES-1), tout comme les avantages économiques connexes.

**Figure ES-1 : Valeur nette actuelle des économies d'énergie par rapport aux investissements dans les programmes et des participants – Toutes les sources d'énergie**



Les scénarios portent sur des programmes d'efficacité représentatifs pour chacune des sources d'énergie. Ils sont fondés sur des hypothèses au sujet des coûts et des économies associés à des mesures dans chaque segment de marché. Ces hypothèses reposent sur des données provenant des programmes actuels, sur des projets de programmes élargis et sur des études de rentabilité. Elles ont été élaborées par Dunsky Expertise en énergie inc. après discussion avec des administrateurs de programme et des spécialistes du domaine de l'efficacité énergétique. Les programmes d'efficacité élargis proposés portent sur plus de 15 ans. On y a intégré des périodes de financement croissant afin de refléter des taux de croissance durables. On a appliqué le modèle à une période supplémentaire de 13 ans pour donner une idée des avantages économiques qui seraient réalisés pendant l'existence des mesures d'efficacité. En réalité, les programmes se poursuivraient sans doute au-delà d'une période de 15 ans, et des avantages en seraient tirés au-delà de 2040 (2040 est la dernière année pour laquelle on disposait de données concernant le Canada pouvant servir à l'élaboration du modèle REMI).

Afin d'étudier la complémentarité des programmes d'efficacité pour les diverses sources d'énergie et provinces, nous avons analysé, outre les scénarios prévoyant la mise en œuvre dans chacune des provinces d'un programme par source d'énergie (« programme indépendant »), des scénarios prévoyant la mise en œuvre dans chacune des provinces de programmes pour toutes les sources d'énergie simultanément (« programmes pour toutes les sources d'énergie »), ainsi que des scénarios prévoyant la

mise en œuvre, dans les quatre provinces simultanément, de programmes pour une seule source d'énergie ou pour toutes les sources d'énergie (« programmes de simultanéité »). Dans tous les cas, la mise en œuvre pour toutes les sources d'énergie ou simultanée dans toutes les provinces a procuré des avantages économiques supérieurs pour les provinces individuellement ou pour la région, en raison de l'accroissement de la compétitivité régionale, du commerce intraprovincial et des autres synergies. Par exemple, le fait pour les provinces de mettre en œuvre simultanément des programmes d'efficacité pour toutes les sources d'énergie selon les scénarios d'investissement moyens entraînerait une augmentation du PIB de 14 % dans la région (de 73,662 milliards de dollars à 83,955 milliards de dollars de 2012 à 2040) et un accroissement de l'emploi de 12 % (557 040 emplois-année en 2012 par rapport à 625 112 emplois-année en 2040).

Bien que soixante scénarios aient été évalués, afin de présenter une vue d'ensemble, nous n'exposons ci-après que les scénarios prévoyant la mise en œuvre par chacune des provinces de programmes pour toutes les sources d'énergie, ce qui donne une idée du potentiel à court et à moyen terme des programmes possibles sur le plan administratif.

Les tableaux ci-dessous montrent les répercussions économiques des scénarios d'investissement élargi dans l'efficacité énergétique pour chacune des quatre provinces de l'Est du Canada. Les résultats produits par le modèle REMI tiennent compte du coût des programmes, du coût pour les participants et de la diminution des activités dans les secteurs touchés. Par conséquent, ils représentent les avantages nets pour l'économie. L'analyse vise à préciser les avantages macroéconomiques globaux de programmes élargis d'efficacité énergétique. Les résultats de l'étude sont pertinents même s'ils ne correspondent pas exactement aux investissements planifiés. Il est possible d'appliquer des indicateurs de PIB et d'emplois à des niveaux d'investissement précis de manière à produire une estimation des avantages économiques pour un plan provincial d'accroissement progressif donné.

**Tableau ES-2 : Résumé des répercussions économiques des programmes d'accroissement de l'efficacité de la consommation d'électricité, de gaz naturel et de combustibles fossiles liquides au Québec (2012-2040) – En supposant la mise en œuvre de tous les programmes simultanément**

<b>Toutes les sources d'énergie – Québec</b>	<b>Scénario de MSQ+</b>	<b>Scénario moyen</b>	<b>Scénario supérieur</b>
<b>Coût total des programmes d'efficacité (millions de dollars de 2011)</b>	<b>4 531</b>	<b>11 337</b>	<b>23 058</b>
<b>Augmentation nette du PIB (millions de dollars de 2011)</b>	<b>37 070</b>	<b>62 892</b>	<b>94 447</b>
Augmentation annuelle maximale du PIB (millions de dollars)	2 577	4 480	6 668
<b>Augmentation du nombre d'emplois-année</b>	<b>273 918</b>	<b>479 508</b>	<b>732 631</b>
Augmentation annuelle maximale du nombre d'emplois	20 222	34 402	46 188
Nombre d'emplois-année par million de dollars consacrés aux programmes	60	42	32
Nombre d'emplois-année par million de dollars consacrés aux programmes ou versés par les participants	32	26	23
<b>Économie des trois autres provinces</b>			
Augmentation du PIB (millions de dollars)	715	1 156	1 676
Augmentation du nombre d'emplois-année	3 385	5 613	8 392

**Tableau ES-3 : Résumé des répercussions économiques des programmes d'accroissement de l'efficacité de la consommation d'électricité, de gaz naturel et de combustibles fossiles liquides au Nouveau-Brunswick (2012-2040) – En supposant la mise en œuvre de tous les programmes simultanément**

<b>Toutes les sources d'énergie – Nouveau-Brunswick</b>	<b>Scénario de MSQ+</b>	<b>Scénario moyen</b>	<b>Scénario supérieur</b>
<b>Coût total des programmes d'efficacité (millions de dollars de 2011)</b>	<b>417</b>	<b>1 061</b>	<b>2 108</b>
<b>Augmentation nette du PIB (millions de dollars de 2011)</b>	<b>1 502</b>	<b>2 189</b>	<b>3 046</b>
Augmentation annuelle maximale du PIB (millions de dollars)	90	143	218
<b>Augmentation du nombre d'emplois-année</b>	<b>10 714</b>	<b>17 032</b>	<b>24 819</b>
Augmentation annuelle maximale du nombre d'emplois	626	936	1 359
Nombre d'emplois-année par million de dollars consacrés aux programmes	26	16	12
Nombre d'emplois-année par million de dollars consacrés aux programmes ou versés par les participants	12	10	9
<b>Économie des trois autres provinces</b>			
Augmentation du PIB (millions de dollars)	269	378	527
Augmentation du nombre d'emplois-année	1 896	2 741	3 879

**Tableau ES-4 : Résumé des répercussions économiques des programmes d'accroissement de l'efficacité de la consommation d'électricité, de gaz naturel et de combustibles fossiles liquides en Nouvelle-Écosse (2012-2040) – En supposant la mise en œuvre de tous les programmes simultanément**

<b>Toutes les sources d'énergie – Nouvelle-Écosse</b>	<b>Scénario de MSQ+</b>	<b>Scénario moyen</b>	<b>Scénario supérieur</b>
<b>Coût total des programmes d'efficacité (millions de dollars de 2011)</b>	<b>739</b>	<b>1 675</b>	<b>3 089</b>
<b>Augmentation nette du PIB (millions de dollars de 2011)</b>	<b>4 929</b>	<b>8 434</b>	<b>11 213</b>
Augmentation annuelle maximale du PIB (millions de dollars)	297	509	693
<b>Augmentation du nombre d'emplois-année</b>	<b>34 568</b>	<b>58 907</b>	<b>81 621</b>
Augmentation annuelle maximale du nombre d'emplois	2 524	3 624	4 485
Nombre d'emplois-année par million de dollars consacrés aux programmes	47	35	26
Nombre d'emplois-année par million de dollars consacrés aux programmes ou versés par les participants	23	22	19
<b>Économie des trois autres provinces</b>			
Augmentation du PIB (millions de dollars)	529	885	1 296
Augmentation du nombre d'emplois-année	3 623	6 061	8 898

**Tableau ES-5 : Résumé des répercussions économiques des programmes d'accroissement de l'efficacité de la consommation d'électricité, de gaz naturel et de combustibles fossiles liquides à l'Île-du-Prince-Édouard (2012-2040) – En supposant la mise en œuvre de tous les programmes simultanément**

Toutes les sources d'énergie – Île-du-Prince-Édouard	Scénario de MSQ+	Scénario moyen	Scénario supérieur
<b>Coût total des programmes d'efficacité (millions de dollars de 2011)</b>	<b>81,3</b>	<b>186,7</b>	<b>347,1</b>
<b>Augmentation nette du PIB (millions de dollars de 2011)</b>	<b>135,9</b>	<b>354,4</b>	<b>475,9</b>
Augmentation annuelle maximale du PIB (millions de dollars)	9,8	23,9	34,4
<b>Augmentation du nombre d'emplois-année</b>	<b>1 238,6</b>	<b>2 577,4</b>	<b>3 585,2</b>
Augmentation annuelle maximale du nombre d'emplois	79	153	204
Nombre d'emplois-année par million de dollars consacrés aux programmes	15	14	10
Nombre d'emplois-année par million de dollars consacrés aux programmes ou versés par les participants	7	9	7
<b>Économie des trois autres provinces</b>			
Augmentation du PIB (millions de dollars)	92	191	262
Augmentation du nombre d'emplois-année	820	1 320	1 845

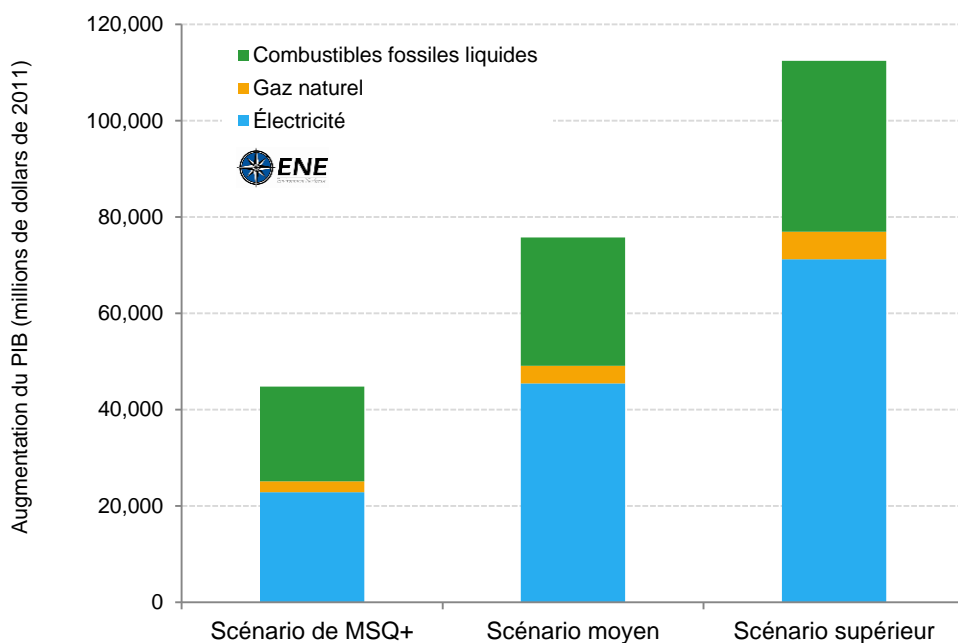
Les avantages macroéconomiques découlent des changements économiques issus de l'augmentation des dépenses au titre des mesures d'efficacité (et de l'accroissement du financement requis) ainsi que de la diminution des dépenses liées à l'énergie. La majeure partie de ces avantages (de 70 à 90 %) proviennent des économies d'énergie réalisées par les ménages et les entreprises. Une diminution du coût de l'énergie entraîne l'augmentation d'autres formes de dépenses de consommation, comme les voyages/le tourisme et les repas au restaurant. De plus, elle réduit le coût des activités commerciales dans la région, accroît la compétitivité des employeurs locaux à l'échelle mondiale et favorise la croissance. Le tableau ES-6 présente le pourcentage d'augmentation du PIB et de l'emploi attribuable aux investissements dans l'efficacité énergétique, par rapport aux économies d'énergie pour la variante des scénarios moyens où toutes les provinces mettent en œuvre des programmes pour toutes les sources d'énergie simultanément.

**Tableau ES-6 : Pourcentage des répercussions économiques attribuable aux investissements dans l'efficacité énergétique par rapport aux économies d'énergie – Variante des scénarios moyens où toutes les provinces mettent en œuvre des programmes pour toutes les sources d'énergie simultanément**

Toutes les provinces, toutes les sources d'énergie – scénarios moyens	Région	Qc	N.-B.	N.-É.	Î.-P.-É.
<b>PIB</b>					
Pourcentage du PIB attribuable aux investissements dans l'efficacité énergétique	15 %	16 %	6 %	5 %	9 %
Pourcentage du PIB attribuable aux économies d'énergie	85 %	84 %	94 %	95 %	91 %
<b>Emplois</b>					
Pourcentage des emplois attribuable aux investissements dans l'efficacité énergétique	23 %	26 %	11 %	8 %	18 %
Pourcentage des emplois attribuable aux économies d'énergie	77 %	74 %	89 %	92 %	82 %

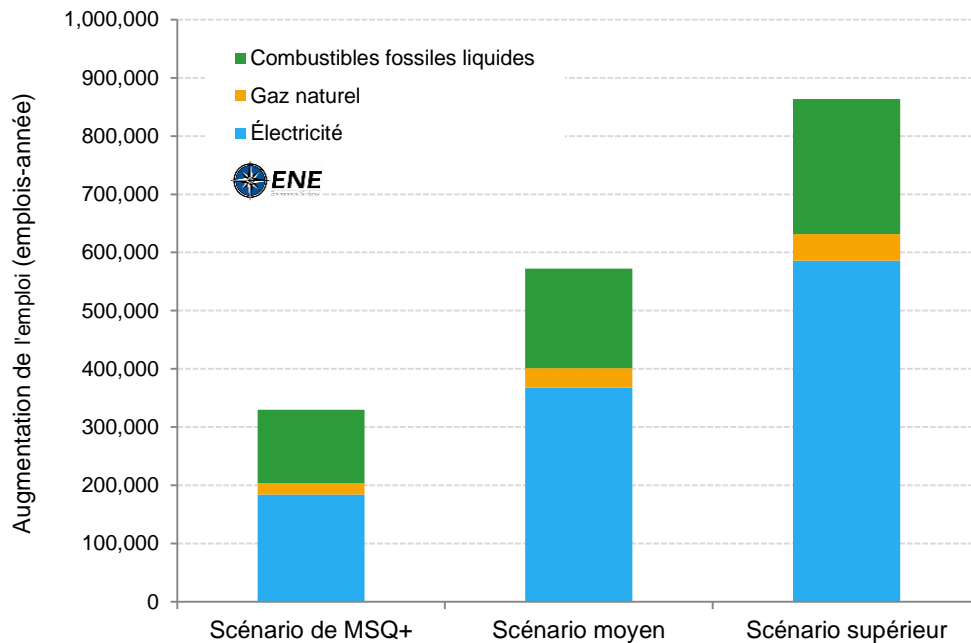
Bien que les résultats figurant aux tableaux ES-2 à ES-5 soient instructifs, ils masquent la contribution relative de chaque source d'énergie à l'amélioration globale du rendement économique. Les figures ES-2 et ES-3 présentent l'augmentation régionale totale du PIB (millions de dollars) et de l'emploi (nombre d'emplois-année) par source d'énergie. Elles contiennent des données tirées des scénarios prévoyant la mise en œuvre simultanée dans toutes les provinces d'un programme pour une source d'énergie. Les totaux indiqués sont supérieurs aux données globales des tableaux ci-dessus (résultats des scénarios relatifs à chacune des provinces pour toutes les sources d'énergie) en raison du fait que, tel qu'indiqué précédemment, la mise en œuvre régionale favorise le rendement économique. De plus, les avantages liés au gaz naturel sont relativement faibles. Par contre, en valeur absolue, ils sont élevés par rapport aux niveaux d'investissement dans les programmes.

**Figure ES-2 : Augmentation totale du PIB au Québec, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard (2012-2040) par scénario d'investissement dans l'efficacité (scénario de MSQ+, scénario moyen, scénario supérieur) et par source d'énergie – En supposant la mise en œuvre de chacun des programmes dans toutes les provinces simultanément**





**Figure ES-3 : Augmentation totale de l'emploi au Québec, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard (2012-2040) par scénario d'investissement dans l'efficacité (scénario de MSQ+, scénario moyen, scénario supérieur) et par source d'énergie – En supposant la mise en œuvre de chacun des programmes dans toutes les provinces simultanément**



Les résultats obtenus en ce qui concerne l'augmentation des investissements dans l'efficacité montrent que celle-ci procure d'importants avantages pour l'ensemble de l'économie, en plus d'économies directes pour les particuliers, qui, souvent, servent à justifier les programmes d'efficacité. Une comparaison entre l'analyse des tests de rentabilité à l'échelle microéconomique et les évaluations macroéconomiques des répercussions de l'efficacité (y compris des pertes des producteurs d'électricité et des fournisseurs de combustibles) illustre clairement que l'investissement dans l'efficacité énergétique est l'un des meilleurs moyens d'améliorer la situation économique sur une grande échelle tout en faisant réaliser des économies aux consommateurs et en réduisant les émissions.

La façon dont la modification du type et du niveau d'investissement dans l'énergie et son incidence sur l'économie affecteront les recettes des gouvernements constitue une autre question importante. Il s'agit d'un point particulièrement intéressant par rapport aux programmes d'efficacité énergétique, étant donné que ceux-ci réduisent la vente de produits énergétiques, mais augmentent le rendement dans d'autres secteurs économiques. Aux fins de la discussion, on a réalisé une évaluation de haut niveau de l'incidence sur les recettes fiscales afin de compléter les résultats de l'étude macroéconomique. Comme on s'y attendait, la diminution de la demande d'énergie entraînerait la réduction des recettes provinciales et fédérales. Cependant, dans le cas des scénarios étudiés (scénarios moyens pour toutes les sources d'énergie), l'importante augmentation du rendement économique procurerait un accroissement net des recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, ainsi que des taxes de vente. Le gain net en recettes fiscales (après déduction des pertes directes au titre des taxes de vente) est évalué à 243 millions de dollars pour le Québec, à 9 millions de dollars pour le Nouveau-Brunswick, à 27 millions de dollars pour la Nouvelle-Écosse, à 2 millions de dollars pour l'Île-du-Prince-Édouard et à 312 millions de dollars pour le gouvernement fédéral. Par conséquent, les recettes fiscales supplémentaires associées à une importante augmentation des activités économiques feraient plus que compenser la perte de recettes provenant des taxes de vente.

Les économies d'énergie régionales totales et la réduction des émissions de gaz à effet de serre associées aux niveaux d'investissement modélisés sont également très importantes. Le tableau ci-dessous illustre les économies possibles par source d'énergie dans le cas des scénarios moyens. (Nota : Les résultats dans le cas des scénarios de MSQ+ et des scénarios supérieurs sont présentés dans la version complète du rapport.)

**Tableau ES-7 : Résumé des économies d'énergie et émissions de gaz à effet de serre (GES) évitées dans l'Est du Canada selon les scénarios moyens d'investissement**

	Électricité	Gaz naturel	Combustibles fossiles liquides
<b>Économies d'énergie</b>	<b>(GWh)</b>	<b>(Millions de m3)</b>	<b>(PJ)*</b>
Économies annuelles maximales	31 125	1 050	87
Économies maximales par rapport à la demande correspondant au maintien du statu quo	13 %	17 %	23 %
Économies à vie (programmes de 15 ans)	448 310	18 900	1 560
<b>Émissions de GES évitées</b>	<b>(kt d'équivalent CO<sub>2</sub>)</b>	<b>(kt d'équivalent CO<sub>2</sub>)</b>	<b>(kt d'équivalent CO<sub>2</sub>)</b>
Quantité maximale annuelle d'émissions évitées	9 170	1 990	6 400
Quantité maximale annuelle d'émissions évitées par rapport à la quantité d'émissions totales dans la région en 2010 (quatre provinces)	7,5 %	1,6 %	5,2 %
Quantité d'émissions évitées à vie (programmes de 15 ans)	60 390	36 740	115 250

\*1 pétajoule (PJ) = ~ 27 000 000 litres de mazout; 39 000 000 litres de propane

Il est possible de réaliser des économies en augmentant l'efficacité de tout système énergétique, et la région de l'Est du Canada ne fait pas exception à la règle. La présente étude montre que les avantages économiques dépassent le coût de la mise en œuvre des mesures d'efficacité, et que cet investissement est rapidement compensé par une augmentation de l'activité économique et par la création d'emplois. En fait, l'analyse montre que les avantages sont plus importants que le reconnaissent généralement même les administrateurs et les tenants des programmes, puisque l'élargissement de l'évaluation au-delà des tests de rentabilité traditionnels révèle une incidence impressionnante sur l'ensemble de l'économie.

La région tire déjà des avantages économiques des programmes d'efficacité existants. Toutefois, comme le montre l'étude, les provinces ont d'excellentes raisons d'augmenter les investissements dans l'efficacité énergétique. Pour qu'elles puissent faire partie des leaders dans le domaine, il leur faudra adopter des politiques prévoyant des programmes et des mesures favorisant l'efficacité ainsi que des stratégies de développement des marchés et de la main-d'œuvre afin d'éliminer les obstacles et de procurer des avantages durables. En établissant des mandats et une politique complémentaires qui donneront lieu, à court terme, à des programmes d'efficacité énergétique pour toutes les sources d'énergie, les gouvernements favoriseront une nouvelle forme de croissance économique locale correspondant aux intérêts des consommateurs ainsi qu'aux objectifs économiques et environnementaux. De plus, le fait que l'efficacité énergétique permet d'éviter de coûteuses mises à niveau requises par les infrastructures vieillissantes, favorise la création de nouveaux centres d'excellence et secteurs industriels, réduit la nécessité d'offrir des programmes d'aide en matière d'énergie et accorde de la valeur à la sécurité énergétique (pour laquelle il n'y a pas eu d'évaluation quantitative ni qualitative dans le cadre de la présente étude) rend cette importante ressource encore plus intéressante.

**Tableau ES-8 : Investissements dans l'électricité, le gaz naturel et les combustibles fossiles liquides des programmes d'efficacité de 2011-2012 par rapport aux investissements pendant la première année des programmes élargis modélisés (millions de dollars)\***

<b>Toutes les sources d'énergie</b>	<b>Investissements – programmes d'efficacité de 2011-2012 (millions de dollars)</b>	<b>Investissements – 1<sup>re</sup> année des programmes d'efficacité élargis (millions de dollars)</b>
<b>Québec</b>	279,1	349,4
<b>Nouveau-Brunswick</b>	17,1	32,5
<b>Nouvelle-Écosse</b>	53,8	56,0
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>	1,5	5,8

\* Estimations pour les budgets 2011-2012 fondées sur : Gouvernement du Québec, *Budget 2012-2013 – Plan budgétaire*; gouvernement du Nouveau-Brunswick, *Budget principal 2011-2012*; Efficiency Nova Scotia, *Electricity Demand Side Management Plan 2013-2015* (version révisée); gouvernement de la Nouvelle-Écosse, budget 2012-2013 - *Estimates and Supplementary Detail for the Fiscal Year 2012-2013*; Office of Energy Efficiency de l'Île-du-Prince-Édouard.